

**RAPPORT N° 2022/2-39  
au Bureau de la Communauté  
en séance du vendredi 08 Avril 2022**

**OBJET**

**APPROBATION D'UNE CONVENTION AVEC LE CDG - ADHESION AU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT D'ATTEINTES VOLONTAIRES A L'INTEGRITE PHYSIQUE, D'ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT, D'AGISSEMENTS SEXISTES, DE MENACE OU DE TOUT AUTRE ACTE D'INTIMIDATION**

La loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a créé l'obligation pour les collectivités territoriales et les établissements publics, de mettre en place un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes. Cette obligation entrée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2020 a été étendue avec la loi du 24 août 2021, aux atteintes à l'intégrité physique des agents, aux menaces et à tout acte d'intimidation.

Le dispositif légal a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes de tels actes, de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien, de mesure de protection fonctionnelle appropriée, de protection des victimes et de traitement des faits signalés, notamment par la réalisation d'une enquête administrative. Il permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.

Les collectivités et établissements publics qui le souhaitent peuvent confier cette mission au Centre de Gestion (CDG). Aussi, le CDG de la Réunion a décidé de la mise en place de ce dispositif à destination de ses agents et des collectivités et établissements publics délégants, en l'étendant également aux violences conjugales.

Par délibération du 30 novembre 2021, le conseil d'administration du CDG de la Réunion a donc créé la mission « dispositif de signalement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement, d'agissements sexistes, de menace ou de tout autre acte d'intimidation – enquête administrative ».

Cette mission se décline comme suit :

- 1) Les signalements effectués par les agents des collectivités ou établissements publics délégants s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements sont recueillis par un référent signalement interne au CDG.
- 2) Ce référent signalement analyse la recevabilité du signalement.
- 3) Si le signalement est recevable, il est examiné par une cellule pluridisciplinaire composée exclusivement d'agents du CDG. Cette cellule reçoit l'auteur du signalement si nécessaire, l'informe sur ses droits, les suites envisageables, et l'oriente vers un réseau de services et professionnels compétents identifiés par le CDG et chargés de son accompagnement et de son soutien.
- 4) Une fois les entretiens réalisés, le signalement est transmis à la collectivité ou à l'établissement public, avec un rapport rédigé par la cellule pluridisciplinaire et comportant des préconisations opérationnelles (mesures conservatoires pour faire cesser les faits, mesures pour que la victime ne subisse pas de représailles, indications pour l'enquête administrative interne...).
- 5) L'enquête administrative interne est soit réalisée par la collectivité ou l'établissement public, soit confiée au CDG.
- 6) La collectivité ou l'établissement public rend ses conclusions au regard de cette enquête administrative interne, en tirant toutes les conséquences nécessaires pour résoudre cette situation. Ces conclusions sont transmises au référent signalement.

La collectivité ou l'établissement public sera accompagné tout au long de la procédure. Lui sera également fourni un kit de communication comprenant des affiches ainsi que des brochures d'information à distribuer à leurs agents. Des actions de sensibilisation, avec intervention d'agents du CDG, auront lieu courant 2022 au sein de la collectivité ou de l'établissement public qui aura adhéré au dispositif. Un réseau des référents internes dédiés au signalement, piloté par la direction des affaires juridiques du CDG sera créé et se réunira courant 2022.

La tarification 2022, adoptée par le CDG le 30 novembre 2021, prévoit pour la mission « dispositif de signalement » (hors enquêtes administratives), un taux de cotisation de 0.02% pour les collectivités et établissements publics affiliés. La cotisation est assise pour mémoire sur la masse salariale des rémunérations versées aux agents de la collectivité telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs dressés pour le règlement des charges sociales des agents de la collectivité.

Accusé de réception en préfecture  
07-P2497301 19-20220409-B02022-2-39-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022

sociale, au titre de l'assurance maladie. A titre indicatif, sur la base des montants de 2021, cette cotisation aurait représenté environ 1 980 euros pour l'année.

Pour la mission « Enquête administrative », la tarification est de 320 euros forfaitaires par enquête administrative.

Dans un souci d'indépendance et de confidentialité, il apparaît opportun de confier au CDG de la Réunion la mise en œuvre de ce dispositif pour le compte de la CINOR. Est joint en annexe, le projet de convention à conclure avec le CDG concernant cette affaire.

En outre, à travers cette convention, qui sera signée entre le CDG et la CINOR, la collectivité s'assure de la mise en œuvre d'un dispositif réglementaire.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver l'adhésion de la CINOR au dispositif du Centre de Gestion de la Réunion, relatif au signalement d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement, d'agissements sexistes, de menace ou de tout autre acte d'intimidation, en application de l'article 26-2 de la loi du 26 janvier 1984.
- Autoriser le Président à signer la convention en annexe, ainsi que ses avenants et tout document s'y rapportant et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/2-39  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 08 Avril 2022**

**OBJET**

**APPROBATION D'UNE CONVENTION AVEC LE CDG - ADHESION AU DISPOSITIF DE SIGNALLEMENT D'ATTEINTES VOLONTAIRES A L'INTEGRITE PHYSIQUE, D'ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT, D'AGISSEMENTS SEXISTES, DE MENACE OU DE TOUT AUTRE ACTE D'INTIMIDATION**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

En outre,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 6 quater A ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 26-2 ;

Approuvé en séance communautaire, notamment  
974249740119120220408-SC2022-2-39-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté n°90/2021/CDG du 5 novembre 2021 modifiant l'arrêté n°77/2021/CDG du 6 septembre 2021 relatif à la mise en œuvre du dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes par le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale de la Réunion, à destination de ses agents et des collectivités et établissements publics délégués ;

Vu la délibération n° CA/21-11-30/03 du 30 novembre 2021 du Conseil d'administration du CDG de la Réunion portant création de la mission « dispositif de signalement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement, d'agissements sexistes, de menace ou de tout autre acte d'intimidation – enquête administrative » ;

Vu l'avis des Commissions,

Vu l'information du Comité Hygiène et Sécurité au Travail en date du 22 mars 2022

Vu l'information du Comité Technique en date du 24 mars 2022

Considérant que toute autorité territoriale a l'obligation de mettre en place, au 1er mai 2020, un dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes ; que la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a étendu le dispositif aux atteintes volontaires à l'intégrité physique, aux menaces ou actes d'intimidation ;

Considérant que le CDG de la Réunion a mis en place ce dispositif en l'étendant aux violences conjugales, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande ;

Considérant qu'il semble opportun, dans un souci d'indépendance et de confidentialité, de confier au CDG de La Réunion la mise en œuvre de ce dispositif pour le compte de la CINOR ;

Sur le RAPPORT n° 2022/2-39 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver l'adhésion de la CINOR au dispositif du Centre de Gestion de la Réunion, relatif au signalement d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement, d'agissements sexistes, de menace ou de tout autre acte d'intimidation, en application de l'article 26-2 de la loi du 26 janvier 1984.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer la convention en annexe, ainsi que ses avenants et tout document s'y rapportant et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations)  
Suffrages exprimés : 15  
Vote pour : 15  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde **13 AVR 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BC2022-2-39-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022